

Éditorial



FRANÇOIS BAROIN
président de l'AMF

Ensemble, faisons cause commune

Tel est le mot d'ordre de la mobilisation lancée par l'AMF en septembre dernier, afin de rappeler l'importance de l'institution communale. La question des moyens financiers reste au cœur de nos préoccupations alors que les investissements chutent et que les services de proximité sont impactés. La nouvelle baisse prévue en 2017 est insoutenable et en contradiction absolue avec le plan Juncker sur la relance de la croissance par l'investissement.

Cette situation est d'autant plus injuste que, par décision de l'État, les dépenses de fonctionnement du bloc communal vont continuer mécaniquement à augmenter avec, par exemple, l'augmentation de 1,2 % du point d'indice des fonctionnaires. Tout en reconnaissant leur contribution à une administration de qualité, il n'en reste pas moins que cette mesure va coûter au moins 650 millions d'euros aux collectivités territoriales. Cela s'ajoute à beaucoup d'autres dépenses imposées. Malgré ces difficultés, les élus restent déterminés. Les débats de notre congrès s'articuleront autour de la vie de nos territoires (place de la commune dans

le nouveau paysage institutionnel avec l'évolution des périmètres intercommunaux, santé, culture, attractivité des territoires ruraux, politique de sécurité et prévention de la radicalisation). Ils démontreront, s'il en était besoin, le rôle central de la commune pour répondre aux défis contemporains.

Notre congrès du 30 mai au 2 juin prochain, avec une première journée consacrée aux préoccupations des élus ultramarins, est exceptionnel à double titre puisque le 98^e congrès avait dû, dans un contexte dramatique, être annulé. Ce rendez-vous sera aussi le dernier avant les prochaines échéances nationales.

Les maires et présidents d'intercommunalité demandent que l'on cesse d'accumuler des réformes venant « d'en haut », technocratiques et récessives qui épuisent les acteurs de terrain excédés par l'absence de visibilité sur de nombreux sujets. Nous attendons du président de la République, invité à conclure nos travaux, des réponses nous permettant d'exercer du mieux possible notre mandat au profit de tous nos concitoyens.

***Nous attendons
du président
de la République des
réponses nous
permettant d'exercer
du mieux possible
notre mandat au
service de tous nos
concitoyens***